

<https://ricochets.cc/Le-RIC-semble-etre-un-enfumage-et-une-fausse-solution.html>



Le RIC semble être un enfumage et une fausse solution !

- Les Articles -

Date de mise en ligne : vendredi 14 décembre 2018

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Attention, le RIC pourrait bien être un enfumage de plus, une manière de noyer le poisson et de repousser encore à la St Glinglin des vraies mesures de changement de fond ! Le RIC pourrait mener au retour de la politique politicienne, de la main mise par les riches et les partis sur le débat et les choix politiques...!

Aujourd'hui ce sont souvent les mêmes qui proposent le RIC et qui veulent en finir avec les occupations de rond point. C'est que derrière ces propositions, il y a des courants politiques qui agissent en sous marins dans le mouvement, pour en prendre la direction.

- ▶ L'article source est sur [Non à la RICupération ! Non au Référendum d'Initiative Citoyenne !](#)

Une petite musique monte depuis quelques temps dans les groupes de gilets jaunes, sur Facebook comme sur les ronds points : le RIC, Référendum d'Initiative Citoyenne. En prenant de l'ampleur, cette revendication pourrait mettre en danger tout le mouvement des gilets jaunes, en offrant une porte de sortie au gouvernement, permettant même à Macron de sauver son poste.

une solution pour qui ?

Le figaro ne s'y est pas trompé : le RIC est une solution à la crise des gilets jaunes. Mais une solution pour qui ? Certainement pas pour celles et ceux qui galèrent à finir le mois et qui, sur les ronds points, dans les manifs, crient leur colère depuis des semaines.

Pour les non-initiés, un résumé en deux phrases. Avec le RIC, si suffisamment de personne signent une pétition, alors il y a un référendum à l'échelle locale ou nationale, sur un sujet. Cela peut même aller dans ses versions plus radicales, jusqu'à la révocation d'un élu.

Une porte de sortie sans déboursier un centime

S'engager à mettre en place un tel dispositif est clairement une aubaine pour Macron. Cela lui permettrait de ne pas déboursier un sou de plus que les 100 balles et un mars qu'il nous a lâché dans sa « grande générosité »... Et d'en finir ainsi avec ce mouvement ! C'est là où les ennuis commencent.

Exit Macron démission ?

La fin du mouvement, c'est donc le maintien de Macron au pouvoir. Avec, la possibilité, une fois votée la réforme constitutionnelle, de proposer une pétition pour un référendum... On s'arrête. Alors, ça veut dire que l'une des toutes premières demande des gilets jaunes passe sous le tapis, comme ça ?

Qu'il faudrait repasser par la case attente, puis pétition, puis référendum, pour en arriver là où on est aujourd'hui, et alors que sa démission ne serait même pas suffisante ? Cherchez l'erreur.

Les référendums sont le terrain des politiciens.

Qui a les moyens de faire des campagnes électorales ? Qui peut déboursé des millions pour tout cela ? A une heure ou l'argent n'a jamais été aussi important dans le processus de réunions des suffrages, ou ce sont des milliardaires qui gagnent les élections, qui peut croire qu'une campagne électorale est le lieu où les exploités, les galériens vont se faire entendre ? Ceux qui sont à leur place en revanche, dans un processus comme celui-ci, sont les partis classiques. D'ailleurs, dans les pays où des formes de ce dispositif existe déjà, ils sont utilisés par ces partis. Et pour quoi faire, tiens ? On va être carré, impartiaux et prendre deux exemples venant de bords politiques opposés.

Deux exemples d'utilisations.

2009. L'extrême droite suisse et son parti l'UDC, longtemps dirigé par le milliardaire Christophe Blocher, a conduit une campagne de plusieurs mois contre la construction de nouveaux minarets en Suisse. Il s'agissait d'un symbole, d'un prétexte pour s'en prendre aux musulmans, en mettant sur le devant de la scène un faux problème, celui des minarets : au moment du vote, il n'y avait que 4 minarets dans toute la Suisse, construits entre 1963 et 2008 ! Mais la campagne aura été l'occasion d'un déferlement d'attaques racistes. Elle s'est soldée par une victoire de l'extrême droite. En résumé, via ce dispositif, l'extrême droite a obtenu pour son parti une tribune, mis en scène un problème bidon pour diviser.

2017. Un syndicat de gauche italien, la CGIL, a fait campagne contre le Job act de Matteo Renzi, un équivalent encore pire par certains aspects, de la loi travail en France. Elle a obtenu les 500 000 signatures nécessaires, mais... a échoué devant la Cour constitutionnelle, qui a refusé d'accepter de retoquer l'ensemble de la loi. Selon la cour, la proposition de la CGIL aurait été « mal formulée »(!). En réalité, une abrogation totale de la loi, qui aurait provoqué la réintégration de millions de personnes licenciées, était inconcevable par le pouvoir. La CGIL a fait un recours... Qui à l'heure actuelle n'a pas abouti. Résultat : un référendum ne concernant qu'une partie de la loi. Et devant le succès de la campagne, le référendum n'a pas eu lieu, car ces dispositifs ont été supprimés avant. En résumé, le dispositif n'a pas permis d'abolir la loi contre les travailleurs car la cour constitutionnelle l'en a empêché. Mais la mobilisation a fait retirer certaines mesures sans même aller voter.

Bilan comparé.

Le bilan général de ces deux exemples, c'est que ce dispositif est avant tout un bon moyen pour créer de l'agitation sur de faux problèmes de société. En revanche, quand il s'agit de ce qui compte vraiment, nos conditions sociale, de vies, de travail et donc qui met en jeu les profits des riches capitalistes, alors plus question de laisser passer ! C'est qu'au final, on est en plein dans la politique politicienne avec ces dispositifs. Et que ce n'est pas notre domaine. C'est logique, qui d'autres que les politicards ont intérêt à nous dire que la solution est dans les urnes, alors que nous sommes de plus en plus nombreux à nous abstenir, et avec raison !

Souvenons nous des derniers référendums en France :

Au niveau national, le référendum contre la constitution européenne a produit une majorité de non. Le pouvoir n'en a rien eu à faire et a promulgué la constitution quand même.

Le RIC semble être un enfumage et une fausse solution !

Au niveau local, le projet d'aéroport de notre dame des landes, qui impactait toute la Bretagne, à été calibré pour que les gens répondent oui : la zone du référendum a été limitée a la Loire Atlantique par calcul. Résultat : le oui l'a emporté. Et si l'aéroport a été annulé, c'est grâce à la lutte, a la base.

L'aspiration à faire dégager les élus et a prendre le contrôle de nos vies est juste.

Ce qui fait que le RIC marche, c'est qu'il s'appuie sur une défiance légitime contre les politiciens. Mais ce qui fait que nous sommes en position de force pour les pousser à dégager, pour en finir avec les conditions d'existence pourries qu'on subit, c'est notre présence sur les rond points, sur le terrain de la lutte. C'est ici qu'il s'agit de s'organiser pour se faire entendre, en organisant par exemple des assemblées sur les rond points.

Isolés, comme dans un isoloir, chacun chez soi, on est faibles. C'est ensemble qu'on est fort, dans le mouvement. C'est aussi ici que tout le monde discute, qu'on échange, qu'on réfléchit pour agir.

Pour reprendre la métaphore des amérindiens : ne quittons pas le sentier de la guerre, ne signons pas les accords pourris que les politiciens trahiront !

Notre boussole est claire : refusons tout ce qui affaiblit le mouvement. Aujourd'hui ce sont souvent les mêmes qui proposent le RIC et qui veulent en finir avec les occupations de rond point. C'est que derrière ces propositions, il y a des courants politiques qui agissent en sous marins dans le mouvement, pour en prendre la direction. Ne laissons personne récupérer cette révolte sociale. Continuons jusqu'à la victoire.